

Se réunir entre présidents de parti francophones? Non merci...

RÉFORME DE L'ÉTAT On parle d'institutionnel. Mais ils ne sont pas demandeurs. Alors.

- Refédéralistes, régionalistes, confédéralistes s'invitent dans le débat politique.
- Au fond, les présidents francophones se voient-ils pour préparer un (éventuel) round communautaire ? Euh...
- Tout juste se voient-ils en tête-à-tête.

C'est le débat de l'été : faut-il refédéraliser certaines compétences (c'est l'avis du CDH, d'une partie du MR, du VLD, voire de CD&V) ? Au contraire, doit-on bâtir le confédéralisme (version N-VA) ? Sans parler des régionalistes qui voudraient dévaliser la Communauté. Bien. Mais tout cela nécessite une réforme de l'Etat. Donc des négociations. Donc des discussions préparatoires.

Voilà qui entraîne cette question : les présidents francophones se rencontrent-ils pour discuter de tout cela ? De notre « lasagne institutionnelle ». De la manière de l'améliorer. Et le Premier ministre convie-t-il les présidents pour évoquer ces sujets ou d'autres ? Nous avons fait le tour des intéressés. Et ceux qui pensaient que les sorties estivales masquaient des rendez-vous présidentiels en amont en seront pour leurs frais...

1 Des réunions tous ensemble ?

Sous cette législature, cela n'a jamais été le cas. Olivier Maingain (Défi) et Zakia Khattabi (Ecolo) nous le confirment. Et Olivier Chastel (MR) le reconnaît : « Non, objectivement, on ne se rencontre pas entre présidents francophones. J'ai des relations avec plusieurs d'entre eux. Mais nous ne sommes pas demandeurs de préparer maintenant une 7^e réforme de l'Etat. Il faut d'abord digérer la 6^e. Chez nous, l'institutionnel n'est pas du tout à l'ordre du jour. On se concentre à 100 % sur l'objectif de la législature : l'emploi, le pouvoir d'achat, remettre les chômeurs au travail... Et en Wallonie, c'est aussi l'orientation. On aura un positionnement sur l'amélioration institutionnelle début 2019, pendant la campagne, mais pas mainte-

nant. Il n'y a donc pas de réunion des présidents francophones. » Et il ne devrait pas y en avoir d'ici la fin de la législature.

Et la carte blanche de libéraux en faveur de la refédéralisation ? Ce ne serait pas un appel à une réforme de l'Etat, précise-t-on autour du 16 ; simplement une « carte postale » adressée à la N-VA, sur le mode : « Ici le MR, bien le bonjour du sud du pays, comme vous voyez, nous avons le droit d'avoir une autre opinion que vous, et nous nous exprimons sans frein et sans tabou. »

Même argumentaire du côté du CDH. « On n'est pas demandeur d'une réforme de l'Etat, il faut d'abord digérer la 6^e, nous déclare Benoît Lutgen. Il y a d'autres priorités en termes d'économie, d'emploi, de santé... Il n'y a donc pas de rencontre organisée entre présidents de parti francophones sur l'institutionnel. Ce n'est pas à l'ordre du jour. »

En fait, les patrons des trois (actuels) principaux partis sont d'accord de... ne pas se voir. Même si l'argumentaire diffère. Puisque chez Elio Di Rupo, on le dit aussi : « Refédéraliser certaines choses ? Le PS n'est pas contre par principe. Mais il n'y a pas de réforme de l'Etat possible sans l'accord des partis flamands. Et ce n'est pas dans l'actualité. Ce qui l'est en revanche, c'est la N-VA qui smashe le MR sans aucun respect pour son partenaire francophone. Conclusion : l'institutionnel n'est pas au programme pour nous, il n'y a pas de raison de se réunir là-dessus entre présidents francophones, la priorité c'est les communales et le socio-économique. »

C'est dit. Mais... pas définitif à terme pour tous. « Lors de la prochaine législature, qu'il y ait des discussions sur des ajustements, cela peut se concevoir », selon Lutgen. La même future petite porte est ouverte par Chastel : « A la fin de la prochaine législature, on aura digéré la 6^e réforme de l'Etat : pourra-t-on alors réfléchir un peu à notre lasagne institutionnelle, on verra. »

2 Des bilatérales, trilatérales ?

Les présidents se voient-ils au moins à quelques-uns ? Cela dépend des formations. MR et CDH gérant conjointement la Région wallonne depuis l'été 2017, c'est avec Benoît Lutgen

qu'Olivier Chastel dit avoir le plus de contacts depuis un an, et inversement. « On se voit beaucoup et on s'entend bien, assure le libéral. Et à l'occasion de contacts sur d'autres choses, on évoque l'institutionnel. On s'est ainsi demandé à plusieurs reprises sur quoi les francophones seraient les plus demandeurs. » « Au détour de discussions sur les compétences dévolues à la Région par la 6^e réforme de l'Etat par exemple, embraille le centriste, on parle de manière informelle d'institutionnel, du niveau le plus efficace pour exercer une compétence. »

Ecolo, lui, a une relation particulière avec Groen, avec lequel il prépare un projet sur le fédéralisme de demain.

C'est donc avant tout en bilatérale que se voient les présidents. En ordre dispersé. Ainsi, en dehors du CDH, Olivier Chastel croise ses autres collègues principalement à la Chambre. Comme Elio Di Rupo, « mais on n'a jamais évoqué l'institutionnel, à part des propos généraux. Mais quand on a des choses à se dire, par exemple concernant des majorités communales ou provinciales, on le fait là ». Ce que l'on confirme du côté socialiste.

Même propos d'Olivier Maingain : « J'ai des conversations avec Elio Di Rupo, mais pas sur l'avenir des francophones au-delà "d'un jour, il faudra qu'on se donne le temps d'une réflexion sans apparaître demandeurs". » Et avec Benoît Lutgen, auquel il a reproché son brutal divorce avec le PS en Wallonie, en juin 2017 ? Il y a eu des contacts après ce 19 juin, le président CDH l'ayant invité pour expliquer son « coup ».

Quant aux rencontres à trois présidents, elles n'ont lieu que sur des sujets précis ou à des moments clefs. Comme au changement de majorité en Wallonie : Lutgen, Chastel et Khattabi se sont vus. Comme Chastel, Lutgen et Di Rupo se sont rencontrés pour négocier les nouvelles règles en vue des élections wallonnes ou la modification des circonscriptions électorales. Mais pas pour évoquer des matières fédérales...

3 A l'initiative de Charles Michel ? Non, le Premier ne prend pas non plus l'initiative de réunir les présidents francophones. Normal, dit Chastel, puisqu'« il est au-dessus de la mê-

lée et concentré sur le socio-économique ». « Une telle réunion au sommet laisserait à penser que l'institutionnel est de retour bel et bien », ajoute-t-on autour du 16.

Michel ne rencontre pas forcément davantage les présidents individuellement. Ainsi, il n'a jamais convié Di Rupo sous cette législature. Mais les relations se sont réchauffées avec Lutgen, avec lequel il échange parfois sur le socio-économique. Outre les

contacts ayant eu lieu sur le dossier du prolongement de la garde à vue. Par contre, le froid est toujours installé avec Maingain depuis la séparation MR-FDF (devenu Défi) : « Une rencontre reste manifestement non envisageable pour lui », relève ce dernier. Rien de tout cela ne sera confirmé par l'intéressé : « Ceci est purement confidentiel, Charles Michel ne dévoile pas son agenda », dit-on dans son entourage.

Pas simple, pour des présidents pris dans des contextes gouvernementaux différents, de se rencontrer. Encore moins tous ensemble. Car, comme le dit l'un d'eux : « Si l'on se voyait sur l'institutionnel, cela se saurait vite et donnerait un message et un risque d'interprétation, qui ne serait pas simple pour le MR au fédéral ou d'autres en Régions. » ■

DAVID COPPI
MARTINE DUBUISSON

À QUATRE

En 2010 notamment

Sous d'autres législatures, les leaders francophones se sont rencontrés au sommet, sur l'institutionnel. Comme le 14 octobre 2010, en pleine crise communautaire (après la chute du gouvernement Leterme et les élections en juin). Elio Di Rupo, Didier Reynders, Joëlle Milquet et Jean-Michel Javaux s'étaient réunis. Mais aussi en 2011, année de l'accord BHV et de la 6^e réforme de l'Etat. (D.Ci)